

## Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et ses établissements publics



### Pour un Service Public de l'agriculture, de l'alimentation, et du développement des territoires ruraux au service du « Bien commun »

Devant le démantèlement continu des services publics et les nouveaux coups que le gouvernement entend leur porter d'ici à 2012, des personnels des services et des établissements publics du Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Pêche<sup>1</sup> ont décidé avec leurs organisations syndicales CGT et FSU, d'interpeller les pouvoirs publics et le Ministre en charge de ces missions sur les conséquences de la Révision Générale des Politiques Publiques (RGPP), la gravité de la situation et les conséquences inévitables pour les usagers, le monde agricole, les collectivités, les consommateurs :

- **missions** supprimées, transférées au privé ou réduites à rien ;
- **emplois** détruits ou précarisés,
- **moyens** notoirement insuffisants pour maintenir une offre de qualité...

A l'heure où la question des enjeux agricoles, alimentaires, environnementaux et d'aménagement du territoire revêt une importance vitale pour la société, les services publics du Ministère de l'Agriculture, ce bien commun que l'on foule au pied sous couvert de fausses économies :

- garantissent la formation des agriculteurs de demain, mais aussi de la grande majorité des animateurs et techniciens amenés à gérer nos territoires ruraux, nos forêts, nos rivières...
- sont en charge de contrôler la qualité de notre alimentation, de veiller à la préservation de la qualité de l'eau,... ou encore de préserver notre environnement, la biodiversité animale et végétale, la qualité de nos paysages...
- apportent aux communes et aux petites collectivités du milieu rural en particulier l'ingénierie, le conseil et l'appui technique nécessaires à l'exercice de leurs compétences dans différents domaines (assainissement, adduction d'eau potable, déchets, forêt, Protection contre les incendies...)
- contribuent à la mise en œuvre des politiques publiques agricoles, forestières, alimentaires... et devraient encore le faire davantage et mieux si pour des raisons idéologiques et « budgétaires », ils n'étaient déjà la cible d'une politique de démantèlement depuis de nombreuses années.

Les coups portés doivent cesser. Le dogme libéral de non remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant en retraite n'est plus supportable. Loin d'une prétendue « gestion en bon père de famille », il est en train de porter atteinte de façon irrémédiable aux services publics garants de notre « vivre ensemble » et porteurs des principes républicains d'égalité, de fraternité et de laïcité!

**Les suppressions d'emplois et la négation de nos missions de service public doivent cesser sans délai et durablement !**

**Les Personnels du MAAAP, tous ensemble,  
entendent bien porter publiquement la revendication  
d'un « Service Public au service du Public »,  
et ça commence aujourd'hui !**

<sup>1</sup> Établissements publics d'enseignement agricole (EPLEFPA, Enseignement supérieur) ; Services centraux ; Services déconcentrés (ex-DDAF, Services vétérinaires et abattoirs, Services régionaux de la protection des végétaux...) ; Haras nationaux ; IFN ; ONF ; INRA...

## **Les suppressions d'emplois et la négation de nos missions de service public doivent cesser sans délai et durablement !**

### **Enseignement agricole public**

- Pas de nouvelles fermetures de classes dans l'Enseignement Agricole Public;
- Pas de classes en responsabilité sans formation pour les nouveaux enseignants;
- Pas de mutation d'office, ni de licenciement ! ;
- Pas d'élèves de la voie professionnelle en difficulté sans solution à la rentrée.

### **Services territoriaux de l'agriculture, des services vétérinaires et phytosanitaire**

- Rétablissement des 13% d'emplois supprimés au budget
- t 2010 dans les services départementaux de l'agriculture ;
- Rétablissement des missions techniques et d'ingénierie dans les directions départementales;
- Maintien et renforcement des missions des services vétérinaires et phytosanitaires ;
- Déprécarisation des emplois et recrutement dans les services d'inspection sanitaire en abattoirs.

### **Etablissements publics du Ministère de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Pêche**

#### **ONF**

- Annulation des 458 suppressions d'emplois programmées ;

#### **Haras Nationaux**

- NON à l'éclatement et à la PRIVATISATION de l'établissement : Retrait du projet de GIP ;
- Annulation des 147 suppressions d'emplois et des suppressions de sites ;

#### **FranceAgriMer et ASP**

- Annulation des 455 suppressions d'emplois programmées